

L'île Maurice en otage

L'heure est grave. Les institutions sont étouffées, détournées de leurs rôles. Népotisme, manipulation, favoritisme, mercenariat, corruption, viol de la démocratie, l'instrumentalisation de l'espace religieux ! Les affaires Kistnen, St Louis, BAI, Angus Road, 'Bal couler', Britam, STC, l'hippisme, Betamax, Agaléga, MIC ainsi que toutes les dérives concernant l'octroi des contrats par rapport à la pandémie Covid-19 et celles prévalant au sein de l'assemblée nationale sont en train d'enfermer le pays dans un système autocratique où le gouvernement n'accepte aucune critique, ne partage que l'information qu'il veut et s'emploie à démontrer qu'il a le droit absolu et quasi-divin de déterminer seul de ce qui est bien ou mal. Pour corser le tout, on se retrouve aussi sur la liste grise du Groupe d'Action Financière et la liste noire de l'Union Européenne. Les actions prises pour sortir le pays de ces listes n'incluent pas le financement des partis politiques et des politiciens qui, pour beaucoup, constitue la pierre angulaire de la corruption.

En fait, face aux critiques, l'équipe de Pravind Jugnauth semble avoir plusieurs stratégies qui se développent à partir d'une idée centrale et un leitmotiv : Le gouvernement a toujours raison. Le gouvernement a toujours raison et le gouvernement a toujours raison. Donc si le gouvernement a toujours raison, ceux qui n'épousent pas leurs idées sont antipatriotiques, ne comprennent rien à la gouvernance et sont contre le gouvernement. Toute idée différente est ignorée, ou repoussée d'un revers ironique avec comme argument que leur action ou décision est légitime ou que les gouvernements précédents ont fait les mêmes choses. Ceux qui ne s'alignent pas ou qui insistent sont esseulés. Subissent-ils des pressions ? Sans preuves, il serait inapproprié de lier des 'suicides' récents de fonctionnaires publiques à des pressions. Dans un monde où certains gouvernements n'hésitent pas à utiliser des programmes tels Pegasus pour espionner et faire chanter leurs opposants et les journalistes, l'imagination et l'impunité n'ont plus de limite.

En quelques années, nous sommes passés du dialogue déjà creux de 'pa get figir' à celui d'un honteux 'look at your face'. Comment on en est arrivé là ? Par l'insouciance, par l'indifférence ou la lâcheté d'un peuple instrumentalisé qui pense qu'il n'y a pas d'options ou qui ne veut pas se réveiller et faire face ? Il est vrai que l'histoire, comme sujet académique, n'a pas vraiment la côte à Maurice. On aurait appris, qu'il y a eu, à travers les âges, des leçons à tirer sur des règnes tyranniques qui ont débuté par des élections. Ce n'est que lorsque les bombes sont tombées sur Berlin que le peuple allemand qui, au départ, avait soutenu Adolf Hitler, a pris la pleine mesure de ce qu'il a permis au Führer de faire. À Maurice on n'en est pas là... du moins, nous l'espérons.

Les élections de 2014 se voulaient être celles d'un changement par rapport à la gouvernance selon Navin Ramgoolam. Le gouvernement aujourd'hui dirigé par Pravind Jugnauth, avait été élu sur la base de plusieurs promesses sur les changements qu'il comptait apporter en termes de bonne gouvernance, transparence et redevabilité. On parlait de nouvelles lois sur le Freedom of Information, le financement des partis politiques, les contrats publics, de la méritocratie et la lutte contre la corruption. Au fil des années, la liste a été redéfinie telle celle de 'Animal Farm' de Georges Orwell. Et en 2019, il ne restait qu'une vague allusion sur des 'sunshine' laws. En 2021, il y a surtout des cadenas.

Le poste de Speaker de l'Assemblée nationale, comme celui du Commissaire de Police, sont des postes constitutionnels. Ils sont sensés opérer en toute liberté et en toute impartialité. Le Speaker

qui préside les débats au sein du Parlement se doit d'être un garant de la démocratie. Le commissaire de police, quant à lui, ne doit être soumis à aucune autorité ou pression dans l'exercice de son travail. Le Premier ministre ou un autre ministre désigné par le premier ministre, est supposé donner une direction générale au Commissaire de Police par rapport à sa vision du maintien de l'ordre et de la paix à Maurice. Qu'en est-il d'un Commissaire par intérim ? Une personne normale qui se retrouve dans une telle situation, ne serait-il pas, humainement, dans une position de dépendance vis-à-vis de celui qui a le pouvoir de le nommer ou de l'écarter ?

Dans un monde où des gouvernements, grâce au Covid-19, ont déjà empiété sur des droits constitutionnels du citoyen, les marges de manœuvre de ce dernier sont très fines, pour ne pas dire, quasi-insignifiantes. Des 'spin-doctors' pourraient trouver là, une opportunité pour désamorcer toute controverse et diront que, dans quelques semaines, la population aura oublié. Il serait alors temps d'inaugurer des nouvelles infrastructures routières et tout le monde applaudira. Le devoir de mémoire est cependant important.

05 Août 2021